



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Cinq-questions-autour-du-projet-nucleaire-Hinkley>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Cinq questions autour du projet nucléaire Hinkley Point**

15 septembre 2016

Cinq questions autour du projet nucléaire Hinkley Point

Londres - Le projet gigantesque Hinkley Point C prévoit la première construction d'une centrale nucléaire au Royaume-Uni depuis plus de 20 ans. Il a mis des années à obtenir les feux verts nécessaires et suscite de fortes oppositions au Royaume-Uni.

Voici un passage en revue de ce dossier explosif aux lourds enjeux politiques, diplomatiques, énergétiques, environnementaux et financiers.

Pourquoi le gouvernement a-t-il mis ce projet sur les rails et quels sont ses avantages ?

Parce qu'une seule des huit centrales nucléaires britanniques en fonctionnement sera encore opérationnelle après 2030. Or l'énergie nucléaire a représenté 19% de l'électricité produite dans le pays l'an passé et le charbon, dont les centrales sont aussi vouées à la fermeture, 30%.

Londres doit donc trouver des solutions de remplacement, au point que les partisans de Hinkley ont mis en avant que la lumière risquait tout simplement de s'éteindre sans ces nouveaux réacteurs nucléaires. Le Royaume-Uni est aussi contraint de respecter son objectif de réduire de 57% ses émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 1990.

L'accord représente un bond en avant pour la production d'énergie future à faible taux en carbone, se réjouit Ben Britton, du département des Sciences des matériaux de l'Imperial College London, soulignant que ce projet allait bénéficier d'investissements massifs et du savoir-faire étrangers.

Pourquoi les Chinois sont-ils entrés dans la partie et pourquoi cela effraie-t-il ?

Maître d'oeuvre, le français EDF n'avait pas les moyens de financer seul ce projet pharaonique évalué à 18 milliards de livres (plus de 21 milliards d'euros). Désireux d'entrer dans le marché occidental du nucléaire civil, les Chinois ont proposé leur appui.

Partisan inconditionnel des coopérations avec Pékin, le Premier ministre d'alors, David Cameron, a facilité l'entrée de la compagnie étatique CGN au capital du projet. Mais cette participation a inquiété et les protestations se sont faites plus bruyantes après la démission de M. Cameron fin juin. Le chef de cabinet de sa successeur, Theresa May, figure parmi ceux qui jugent dangereux de fournir à Pékin

un contrôle sur l'électricité britannique.

Le gouvernement espère apaiser ces inquiétudes en prévoyant une participation de l'Etat britannique dans les futurs grands projets d'infrastructure... dont la construction possible d'un réacteur de technologie purement chinoise.

Pourquoi ce projet coûte-t-il si cher et qui va payer à la fin ?

La technologie nucléaire impose des investissements importants et celui-ci est colossal, avec deux réacteurs qui seraient parmi les plus puissants du monde. Au delà du matériel de pointe nécessaire, la construction comprend l'acquisition des terrains, les procédures d'homologation et la formation des équipes.

Le coût final sera supporté par le consommateur britannique car un prix garanti par les autorités a été promis à EDF : 92,5 livres par mégawattheure produit, un tarif jugé trop cher par les opposants car deux fois plus élevé que les prix de gros constatés actuellement sur les marchés.

Quels sont les risques associés ?

La construction de plusieurs réacteurs EPR connaît des déboires comme à Flamanville (nord-ouest de la France), où les travaux ont occasionné d'immenses surcoûts et d'importants retards.

Hinkley Point est censé fournir de l'électricité à partir de 2025, mais des experts doutent de la tenue de ce délai notamment du fait des défis technologiques. EDF va devoir s'escrimer de plus à rassembler les fonds nécessaires, alors que le groupe doit déjà assurer la rénovation de son parc nucléaire français et le rachat de l'activité réacteurs d'Areva.

Des contentieux sont de surcroît en cours à Bruxelles et la technologie nucléaire n'est pas sans risque, comme l'a montré l'accident de Fukushima au Japon en 2011.

Quelles alternatives sont mises en avant ?

Des spécialistes évoquent des projets nucléaires de plus petite ampleur, plus facile à lancer et moins catastrophiques en cas d'accident.

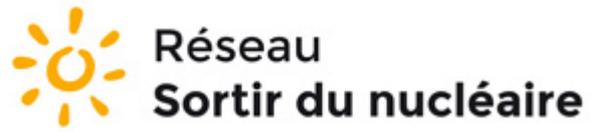
Il n'y a pas une alternative unique viable mais, davantage, un ensemble de mesures consistant à améliorer l'efficacité énergétique, à promouvoir les économies d'énergie et à augmenter les sources d'énergie renouvelables, explique à l'AFP Olivia Gippner, chercheuse spécialiste dans ce domaine à la London School of Economics..

Les énergies renouvelables (éoliennes, hydroélectricité, énergie solaire, biomasse, etc.) ont représenté 19% de la production électrique britannique l'an passé et l'éolien y est particulièrement prometteur, que ce soit sur terre ou au large des côtes.

Soumises aux caprices du climat, les éoliennes ont toutefois besoin de technologies avancées dans le stockage d'électricité pour constituer une alternative massive et les critiques déplorent que le choix de Hinkley ne réduise les fonds disponibles pour la recherche dans ces domaines.

pn/jbo/cj

AREVA EDF - ELECTRICITE DE FRANCE CGN POWER



(©AFP / 15 septembre 2016 15h53)